



Le 1^{er} mai contre l'austérité.

Le 1er mai est la journée internationale de revendications des travailleurs pour défendre, partout dans le monde, les libertés démocratiques.

En Côtes d'Armor comme ailleurs, nous appelons les salariés, les privés d'emplois, les jeunes et les retraités à manifester et à revendiquer leur droit et leur dignité, dans la continuité de la grève interprofessionnelle du 9 avril.

L'austérité généralisée s'attaque aux salariés, retraités et privés d'emplois, comme partout en Europe. La pauvreté augmente et les services publics se détériorent. Le pacte de responsabilité c'est 50 milliards volés à la sécurité sociale et aux services publics, 30 milliards de cadeaux au patronat, et rien pour les salariés !

- Blocage des salaires des fonctionnaires (7 ans de gel !), des pensions de Retraites et des prestations sociales
- Rationnement des soins (10 milliards d'€ d'économies sur l'assurance maladie)
- Poursuite des suppressions d'emplois publics et des licenciements
- 13 milliards de moins pour les collectivités locales

Avec le projet de loi Macron, le gouvernement donne encore raison aux demandes du patronat : dérèglementation des licenciements, banalisation du travail du dimanche, casse de la justice prud'homale, privatisation du secteur ferroviaire...

Et le patronat n'est pas rassasié, il exige maintenant la casse du CDI et de la représentation du personnel ! La réforme territoriale, c'est la mise en concurrence des 13 grandes régions avec des droits locaux au rabais pour les salariés. C'est la casse des services publics et des statuts avec l'inégalité accentuée.

Refusons l'austérité !

Ce sont les salariés qu'il faut écouter, pas le patronat et les actionnaires !

**Exigeons le retrait de la loi Macron,
du pacte de responsabilité et de la réforme territoriale !**

Réaffirmons haut et fort nos revendications.

- Augmentation générale des salaires, retraites, pensions et prestations.
- Non au gel ! Stop aux licenciements, à la précarité et la désindustrialisation.
- Non aux suppressions d'emplois dans le public, arrêt des réformes en cours.
- Maintien de la sécurité sociale : non au rationnement des soins, non à la suppression de la cotisation employeur d'allocations familiales, arrêt de toutes les exonérations patronales!
- Retour à la retraite à 60 ans à taux plein : abrogation des régressions opérées depuis 1993 !

Rassemblement et manifestation

Vendredi 1^{er} mai 2015 à 10 h 30

**Manif départementale St Brieuc parc des Promenades
Les rassemblements locaux, Guingamp, Lannion, Paimpol**

8,5 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté avec moins de 977 € par mois.

1% d'augmentation de salaires, c'est 2,5 milliards de recettes pour la sécurité sociale.

Un million de chômeurs en moins, c'est 5 milliards de cotisations sociales en plus.

Ce n'est pas en augmentant la durée légale du travail et en dérèglementant le droit du travail et les statuts que l'on combat le chômage.